



## « L'alignement européen sur Washington »

Entretien avec Salim Lamrani

Par [Bernard Duraud](#)

Région : [Le Canada](#)

Mondialisation.ca, 06 avril 2008

[L'Humanité](#) 6 avril 2008

1) Bernard Duraud : Dans votre récent ouvrage vous traitez de Cuba et de l'Europe. L'UE prétend jouer les arbitres en distribuant les bons et surtout les mauvais points. Quelles sont les raisons de son acharnement?

Salim Lamrani : Je vais citer les documents officiels de l'UE qui expliquent clairement cet acharnement contre Cuba. Le Conseil de l'Europe affirme être « préoccupé par le fait que le gouvernement cubain soit revenu sur certaines réformes menant à une timide ouverture économique. Le Conseil a déploré que ces restrictions aient encore réduit la latitude laissée aux initiatives privées ». En clair, l'Europe utilise la problématique des droits de l'homme, mais souhaite seulement le retour à un capitalisme d'entreprise privée et l'implantation d'une économie de marché à Cuba.

2) BD : Peut-on parler d'un alignement sur la politique agressive de Washington ?

SL : C'est exact. L'UE est une puissance économique indéniable mais reste un nain diplomatique, incapable d'adopter une position constructive et indépendante de l'influence étasunienne. La Position commune adoptée en 1996 est une émanation de Washington et elle a été promue par José María Aznar, l'ancien Premier ministre espagnol. Elle s'aligne sur la politique agressive des Etats-Unis à l'égard de Cuba et est vouée à l'échec car La Havane n'est pas sensible au langage de la menace et n'accepte pas d'ingérence dans ses affaires internes.

3) BD : En analysant les rapports d'Amnesty International vous montrez que les sanctions contre Cuba, sous couvert des droits de l'homme, ne tiennent pas la route. Pourquoi?

SL : Pour justifier sa politique hostile à l'égard de Cuba - la Position commune depuis 1996 et des sanctions politiques et diplomatiques depuis 2003 -, l'UE évoque la question des droits de l'homme. Le seul pays du continent américain victime d'une telle politique est Cuba. Or, selon les rapports d'Amnesty International, le pays américain qui viole le moins les droits de l'homme est Cuba. Voici le premier paradoxe.

De la même manière, toujours selon AI, la quasi-totalité de l'Europe présente une situation bien plus désastreuse que celle de Cuba. AI évoque des cas d'assassinat politique au Royaume-Uni, de torture et de traitement inhumain ou dégradant en Belgique et en France, d'utilisation de preuves obtenues sous la torture en Allemagne, de trafic d'êtres humains en Grèce, d'impunité suite à un crime commis par des agents de l'Etat en Espagne, d'enfants privés d'accès à l'éducation en raison de leur origine ethnique en Hongrie, de stérilisation forcée de femmes issues de minorités en République tchèque. Tout cela sur le continent des

Lumières et de la Démocratie !

Al n'a jamais rapporté de faits similaires à l'encontre de Cuba même si elle y signale certaines violations. Ainsi, l'UE ne dispose d'aucune autorité morale pour donner des leçons sur les droits de l'homme à Cuba.

Par ailleurs, 135 pays membres, soit plus des 2/3 de l'Assemblée générale, ont choisi Cuba en mai 2006 pour intégrer le nouveau Conseil des droits de l'homme des Nations unies. En réalité, les Etats-Unis et l'Europe utilisent la problématique des droits de l'homme comme prétexte et ont imposé une vision politisée de la réalité cubaine que le reste du monde ne partage aucunement.

4) BD : Comment voyez-vous l'avenir de Cuba ?

SL : Les spéculations autour de l'avenir de Cuba émanent d'un postulat inexact qui consiste à penser que le processus révolutionnaire cubain repose sur les épaules d'un seul homme, Fidel Castro. En réalité, il s'agit d'un processus profondément ancré au sein de la société cubaine, construit par près de quatre générations de Cubains et qui est irréversible. Parler de transition serait une lourde erreur. Les Cubains n'ont strictement aucune envie de revenir à une économie de marché qui serait synonyme de remise en cause de leurs acquis sociaux et de leur souveraineté.

*L'Humanité, le 15 mars 2008.*

*Double Morale. Cuba l'Union européenne et les droits de l'homme. Paris : Editions Estrella, 2008. 123 pages. 10€* Pour commander le livre, veuillez contacter [lamranisalim@yahoo.fr](mailto:lamranisalim@yahoo.fr)

La source originale de cet article est [L'Humanité](#)  
Copyright © [Bernard Duraud](#), [L'Humanité](#), 2008

Articles Par : [Bernard Duraud](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)